

Patrons et syndicats créent le Conseil paritaire de l'industrie

Économie Le projet vise à défendre les 27'000 emplois industriels du canton face aux tensions protectionnistes et à l'essor de l'IA. Une initiative unique en Suisse.

Marc Bretton

À trois jours de la fête des travailleurs du 1^{er} mai, les partenaires sociaux de l'industrie font «un coup» inattendu à Genève, unique en Suisse d'ailleurs, en annonçant la création d'un Conseil paritaire de l'industrie.

Unanimité des décisions

Présenté au dernier étage de la Fédération des entreprises romandes (FER) en présence de la ministre de l'Économie, Delphine Bachmann, ce conseil réunira les organisations patronales et les divers secteurs de l'industrie, ainsi que le syndicat Unia. L'État de Genève sera aussi associé par le biais de ses diverses structures chargées de faciliter la vie de l'industrie, ainsi que l'Université de Genève et les hautes écoles. Les décisions seront prises à l'unanimité.

Plusieurs raisons sont avancées pour justifier cette mobilisation. «D'abord, l'industrie, qui rassemble 27'000 emplois à plein-temps et assure 12% du PIB cantonal, n'a pas de structure unifiée pour représenter ses intérêts de manière dynamique», déplore Livio Elia, président de l'Union industrielle. Ensuite, le vent soufflant d'Amérique inquiète: «Le contexte devient de plus en plus exigeant et délicat, les tensions protectionnistes font peser des risques sur l'approvisionnement: attendre n'est plus une option.»

Adaptation professionnelle

Côté syndical, Yves Defferrard, responsable d'Unia, avance d'autres éléments à plus long terme, comme la numérisation et l'intelligence artificielle. «Nous observons à cet égard une réelle anxiété de nos membres, qui craignent une obsolescence potentielle des connaissances acquises, confie-t-il. Nous voulons mettre en place une stratégie permettant d'anticiper et d'absorber les changements en cours.»

«Via l'augmentation ou l'adaptation des compétences



Présentation du Conseil de l'industrie genevoise. Avec: Pierre-Alain L'Hôte, Livio Elia, Delphine Bachmann (conseillère d'État), Yves Defferrard, Sylvia Locatelli et Yan Giroud. LAURENT GUIRAUD/TAMEDIA

«Les tensions protectionnistes font peser des risques sur l'approvisionnement: attendre n'est plus une option.»

Livio Elia
Président de l'Union industrielle

des employés, les salariés ne seront pas les victimes du changement, lance Yan Giroud, responsable de secteur Industrie et Tertiaire à Unia. Nous ne répéterons pas la tragédie des typographes dans les années 70 mis au rancart par le développement de l'informatique.»

Les tâches à venir

D'ici à 2032, le Conseil se saisira de trois tâches principales: la cartographie du secteur, la mise en place d'une cellule de crise

en cas de licenciements collectifs pour aller chercher les aides cantonales, fédérales au plus vite, la création de fonds de soutien «pour le développement de l'industrie, le maintien des places de travail et des compétences». D'autres tâches sont annoncées: une augmentation et une densification dévolues à l'industrie, la création d'une centrale d'achat pour les entreprises intéressées et d'un coffre-fort numérique.

La conseillère d'État Delphine Bachmann en prend acte avec intérêt: «Le savoir-faire suisse fait notre force, l'industrie a une place ancienne à Genève, et elle doit être soutenue», dit-elle.

C'est l'heure des questions. Interpellé sur les convergences des partenaires sociaux, par ailleurs divisés par la redistribution des profits, Pierre-Alain L'Hôte, président de la FMB, explique que le partenariat social a une longue histoire en Suisse. «Il y a des divergences, mais aussi des convergences entre partenaires sociaux face à la concurrence déloyale ou la protection des tra-

vailleurs. Il n'y a pas de distribution de richesse sans création de richesses, ce qui nous impose de préserver la place industrielle.»

Un modèle à Genève?

Le modèle genevois sera-t-il imité ailleurs en Suisse? Présente à la réunion, Sylvia Locatelli, responsable du secteur de l'industrie d'Unia au niveau national, l'espère: «Créer une structure cohérente pour un secteur fondé sur le dialogue social et la co-construction a du sens, dit-elle: c'est une réponse concrète aux défis d'anticipation, d'investissements et de compétitivité. Cela démontre que le partenariat social permet d'agir de manière sereine, même si en Suisse alémanique on agite facilement le spectre de l'économie planifiée.»

Delphine Bachmann conclut: «Outre-Sarine, on craint la planification et les subventions, mais ce n'est pas ce que les partenaires demandent. Il serait temps de comprendre que le soutien à l'industrie va bien au-delà de ces questions de financement.»